

# Lettre Jacques Cœur n°26

Décembre 2020



Président George Washington

La mise en place du programme économique  
du président élu Joe Biden :  
Quelles marges de manœuvre ?





François-Xavier Bouis  
Président de Cie Financière Jacques Cœur

Joe Biden, président élu, va se concentrer sur les sujets de politique intérieure (pandémie, éducation, protection sociale, infrastructures, relance économique), qu'il tentera de financer par une hausse des impôts, face à un parti républicain qui agira pour qu'il échoue. A l'extérieur, il va nouer une alliance avec les grands pays démocratiques pour tenter de contenir la Chine qui s'est établie dans une concurrence des systèmes. Mais comment gérer la rivalité dans l'interdépendance ? Perçu comme un sauveur par les Européens, que les invectives de Trump avaient rapprochés, Biden exigera de ses alliés qu'ils s'alignent sur les priorités américaines. Quid de l'ambition de souveraineté et d'autonomie stratégique ?

Ce numéro 26 de la Lettre Jacques Cœur vous propose un éclairage en 10 propositions sur les États-Unis fin 2020, par Arnaud Leparmentier (reprises de notre visio-conférence du 4 décembre 2020). Puis une vision plus globale par Michel Foucher sur la Chine, les États-Unis et l'Asie à la fin de l'année 2020, et enfin comme nous en avons l'habitude, les grandes échéances de l'année 2021.

I - Les États-Unis fin 2020 - p4

II - La Chine, les États-Unis et l'Asie à la fin de l'année 2020 - p14

III - Les échéances de l'année 2021 - p21

# Les États-Unis fin 2020

---



Arnaud Leparmentier  
Correspondant du quotidien Le Monde à New York

Arnaud Leparmentier est journaliste au quotidien Le Monde depuis 1995, après des études à HEC et de premiers travaux pour KPMG et Option Finance. Il a été correspondant en Allemagne, à Bruxelles et a suivi la présidence Sarkozy avant d'être nommé à New York en 2017. Il n'est pas accrédité à Washington (le correspondant du Monde est Gilles Paris) ; il n'a donc pas suivi Trump mais l'Amérique de Trump, ce qui permet une distance par rapport à Washington, où on ne parle que de politique, hystérisée par les médias au lieu de tempérer. Le reste des États-Unis contrairement à Washington ne suit pas le Trump, Commandant en chef, ce qui est une force et une faiblesse en période de non guerre et il n'a pas fait la guerre.

Aux États-Unis, le vrai patron est le gouverneur (ouragan de Floride, incendies de Californie, covid de New York, brutalités de Minneapolis). Le pays vit sa vie : c'est là que se situe la « Big Picture ».

D'où surgissent deux visions radicalement différentes de l'Amérique

- celle d'une démocratie abîmée, où Néron resterait à la Maison Blanche
- celle d'un empire, qui n'a connu sous Trump aucune guerre, a eu de la croissance avec baisse du chômage et de la pauvreté.

La preuve en est que Joe Biden ne propose rien, si ce n'est de redonner à la fonction de la dignité et de réconcilier les Américains. On est donc sur une crise de représentations, grave, car la tumeur maligne peut abîmer la démocratie, mais aussi sur un catcheur, qui n'a eu aucun impact concret dans la vie des gens. A la question, qu'a fait de mal Trump pour vous ? Difficile de répondre. Que fera Biden de bien pour vous ? Pas très facile.

## Trump ne pouvait que perdre

La victoire de Joe Biden était acquise dès lors que Trump n'avait gagné que d'un fil dans les États dits de la ceinture de la rouille (Rust belt) : Wisconsin ; Pennsylvanie ; Michigan.

Le schéma politique était simple

- Sanders déçu a soutenu Biden
- BLM (Black Lives Matter) ont mobilisé en faveur de Biden.
- Les ouvriers se sont tournés vers Biden, homme des syndicats et qui a tenu un discours ouvriériste, de type social-démocrate (protection, investissement, industrie)
- A quoi s'ajoute la mauvaise gestion du covid par Trump, mais qui n'a pas eu d'effet dans les urnes
- Les Républicains bien élevés ont soutenu Biden
- Biden avait réussi son premier débat et montré qu'il n'était pas gâteux, malgré ses 77 ans.

C'est donc ce qui s'est passé, mais pas dans l'ampleur prévue :

- L'Amérique est coupée en deux. 80 millions de voix pour Biden et 74 pour Trump, avec une participation record de 65 %.
- L'avance démocrate à la Chambre des représentants a été divisée de moitié (l'écart est passé de 36 à 12 sièges)
- Pour le Sénat, il faut attendre l'élection sénatoriale du 5 janvier en Géorgie : 2 sièges sont en jeu.
- Donc les élections de mi-mandat en 2022 seront très dures.

## La victoire de Biden n'a fait bouger aucune ligne : c'est une offensive majeure pour faire gagner quelques mètres dans une guerre des tranchées.

Quelle est l'analyse des votes dans les États de la ceinture de la rouille ?

La stratégie payante a été de reconquérir les trois États ouvriers (discours pro syndicat, anti délocalisation, anti Wall Street).

Biden a repris ces trois États, d'un fil :

- Donald Trump (DT) avait gagné de 23 000 voix sur Hillary au Wisconsin / Biden de 20 000 en 2020, sur 2,2 millions
- DT avait 11 000 voix d'avance dans le Michigan / Biden l'a emporté de 155 000 voix, sur 5,4 millions
- DT avait 44 000 voix de plus en Pennsylvanie / Biden a gagné avec 81 000, sur 6 millions

Arnaud Leparmentier a visité trois comtés en Pennsylvanie :

- Charbon : furieux contre démocrate, à cause du déclin de l'activité : pro Trump 68,4/35 devenu 71,2/27,8
- Schiste : mitigé : pollution crise, mais Biden encore pire 60/35,5 devenu 60,8/38,1
- Chimie : favorable à Biden avec usine de Shell 57/38,5 devenu 58,2 /40,5

Les statistiques des comtés qui ont basculé en faveur de Biden montrent que c'étaient ceux qui avaient connu la plus forte croissance économique. Trump vit de la pauvreté et perd avec l'embourgeoisement.

En réalité, très tenu : Biden a gagné à grâce à la population noire de Philadelphie et des banlieues éduquées  
Philadelphie : 475 000 voix d'avance pour Hillary (82,3 contre 15,3) 570 000 pour Biden (81,4%)  
Banlieue de Philadelphie 161 000 d'avance contre 222 000 pour Biden.

Cela signifie une division non pas entre les côtes et Mid-West, ou les « Fly over states » mais entre villes et campagnes, avec comme champ de bataille les banlieues des « desperate housewife ». Ce schéma évite les risques de sécession. Les villes du Texas sont à gauche.

## Le succès de Black Lives Matter et l'insoluble question noire

L'émotion à Minneapolis après la mort de George Floyd était forte. Tous étaient profondément choqués.

Les Afro-américains ont voté faisant la victoire à la primaire de Biden et les élites afro-américaines ont fait voter en mobilisant leurs troupes.

Quelques limites :

- le nombre : 14 % de la population (seulement)
- la tentation, c'est une affaire de Démocrates pour Démocrates : Minneapolis : chef de la police afro-américain, maire démocrate, gouverneur démocrate.
- Le mouvement BLM a commencé sous Obama
- Trump a fait une propagande anti-Biden
- Defund the Police était impopulaire (réallouer les fonds dédiés à la police vers d'autres priorités)

Concentration sur le sujet : une série du New York Times fait remonter la fondation de l'Amérique au premier bateau esclavagiste.

## L'échec de la convergence des luttes raciales avec les Latinos

(19% et Noirs 14%) :

Biden a connu un échec majeur en Floride et au Texas, qui ne masque pas la bascule de l'Arizona

- La Floride a été largement gagnée par Trump par le vote des Cubains, des Vénézuéliens et l'absence de leader démocrate

- Au Texas, on ne note pas de bascule dans la vallée du Rio Grande

Pourquoi ?

- Les Latinos portent des valeurs conservatrices (avortement, mariage gay)
- Ils ont une volonté de sécurité (vie au nord du Rio Grande impossible, légende du mur)
- Ce sont de petits entrepreneurs
- Ils sont déçus du clientélisme du parti démocrate, dont l'intérêt pour eux ne se réveille que tous les 4 ans, pour ne pas réveiller l'aile gauche.

Les latinos viennent volontairement et croient au rêve américain. Ils ne veulent pas se faire enfermer par Alexandria Ocasio Cortez (AOC) dans l'amalgame des « colored » dans un combat qui n'est pas le leur. Ils étaient les grands oubliés de la campagne démocrate, faite de femme, d'afro-américains.

## L'échec de l'extrême gauche

On l'avait vu dans la primaire :

- Les électeurs ne voulaient pas d'une assurance santé intégralement publique,
- Les électeurs ne voulaient pas d'un ISF (idées françaises portées par Emmanuel Saez, Gabriel Zucman école Piketty) ont fait chuter Elizabeth Warren. Même Bill Gates refusait de dire qu'il allait voter pour elle contre Trump.
- Comme le disait Hillary Clinton à Arnaud Leparmentier, les idées de Bernie Sanders, présentées à tort comme social démocrates, ne sont pas majoritaires.
- Les électeurs, y compris dans les bastions ouvriers, avaient voté massivement Biden contre Sanders, car ils voulaient gagner.

Le deal pendant la campagne a été le suivant : silence absolu de l'extrême gauche (Sanders, Warren, AOC, pendant la campagne). En échange, Biden présente une plateforme de gauche (SMIC, green New deal, un peu de hausses d'impôts).

AOC et les quatre femmes députées réélues, mais ce sont dans des bastions très à gauche, souvent dominés par des caciques.

En Californie, s'affirme le refus de l'affirmative action, accord pour Uber soient des autoentrepreneurs, regain républicain.

## La mission impossible de Biden.

Sujet numéro un.

- Les démocrates n'avaient aucun candidat, sinon le plus petit commun dénominateur qui allait faire perdre Trump

- Les Démocrates n'ont aucun message global. Extrême gauche, non. Lutte des races : non. Ils ont dénigré le rêve américain. Un vieillard qui fait du Trump bien élevé. Ne pas sous-estimer les faibles, parfois, les gens discrets ont des résultats.

Biden a une tradition de parlementaire, d'homme de compromis, veut essayer de travailler avec Républicains modérés et ne nomme pas de gens d'extrême gauche dans son gouvernement.

C'est le retour de la bien-pensance, avec un peu de bienveillance, sûrement de l'arrogance. Mais franchement, ce sera beaucoup plus fiable.

## La mission économique : jobs, jobs, jobs :

### La Fed et le Trésor en route pour la planche à billets

Le tandem, sera Janet Yellen et Jerome Powell, toutes les nominations sont sur le marché du travail américain.

Sous Trump : chômage au plus bas : pauvreté absolue au plus bas depuis 1959 (année des premières statistiques); hausse salaire minimal et de facto (pression des entreprises plus SMIC locaux). On n'a pas entendu Piketty pendant 4 ans, c'est logique, la situation s'améliorait grandement

Crise économique : aide fédérale massive aux chômeurs (2400 dollars par mois jusqu'en juillet, aide aux entreprises Pay Check Program). Trump en était crédité, exemple files alimentaires de Floride : Colombienne femme de ménage + blanche femme de ménage.

Le revenu des Américains de mars à août inclus était supérieur à ce qu'il était en janvier 2020.

Tout dépend maintenant du Sénat et des élections sénatoriales partielles en Géorgie début janvier

Le plan de relance concerne :

- L'immobilier locatif et commercial (crise financière rajoutée à la crise)
- Le renflouement des États et des villes en faillite (à commencer par New York, fracassée par le Covid : ni transports ni écoles ni touristes ni activité portuaire).
- Gérer les effets du Covid : faire baisser le chômage qui est à 6,9%
- Le smic sera porté à 15 dollars



- Hausse des impôts 21 à 28 % plus taxe de 12,4 % au-delà de 400 000 dollars.
- Hausse du prélèvement étranger de 10 à 21 %. Cette mesure ne laisse aucune place pour une taxe Gafa de l'Union européenne. Obama y était déjà opposé. On taxera à la rigueur si biens de luxe utilisés.
- Risque sur le dollar qui faiblit : l'euro est à 1,22 US \$
- Mais l'économie est très forte
- Vers une demande de relance coordonnée avec l'UE

## L'environnement, nouvelle arme américaine

Biden va rentrer dans accord de Paris, avec Kerry comme symbole, un milliardaire de 76 ans ! et va demander à le faire respecter

Trump n'a rien fait que du symbolique (tente en dernier recours de faire octroyer des permis dans le refuge faunique de l'Alaska)

L'économie américaine est bien armée :

- technologie voiture électrique (Tesla, Nikola)
- dynamique de marché : du charbon vers gaz
- dynamique des renouvelables (éolien fois 3 en dix ans, solaire fois cinq en cinq ans)
- plan de relance 2000 milliards sur 4 ans et neutralité carbone 2035 : non financé. Mythe des infrastructures, qui ne sont pas rentables.

On est moins 23% depuis le pic d'émission de 2017 (14 % si on arrête en 2019)

Charbon : de 50 % à environ 20 % du mix énergétique

Biden peut difficilement revenir sur gaz de schiste. Mais le marché va faire ce qu'il a fait avec le charbon

Biden va employer le climat comme une arme :

- exigence de contrainte dans l'accord de Paris
- attaque contre délocalisations polluantes, notamment en Chine
- va mettre les Européens face à leurs contradictions

## Chine, la poursuite du trumpisme, en plus dur

Il faut s'attendre à la même chose, mais en pire

Pendant son dernier face-à-face avec Donald Trump, Joe Biden a parlé de « Xi », le président chinois, sans autre forme de politesse, et l'a traité de « *voyou* », tout comme les présidents russe et nord-coréen, Vladimir Poutine et Kim Jong-un.

Joe Biden a été accusé par Donald Trump d’être « made in China », pour avoir approuvé l’entrée de la Chine dans l’Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 et n’avoir rien fait contre les délocalisations lorsqu’il était vice-président de Barack Obama.

*Biden : « J’utiliserai les droits de douane quand ils seront nécessaires, mais la différence entre moi et Trump est que j’aurai une stratégie – un plan – pour utiliser ces droits pour gagner, pas seulement pour simuler la dureté »*,

Selon Kevin Rudd, ancien premier ministre travailliste d’Australie, c’est Xi Jinping qui a commencé à partir de 2014 : revendications territoriales d’îlots en mer de Chine, Route de la soie, projet de domination de toutes les technologies d’avenir avec le plan 2025.

Donald Trump a réagi de manière visible par une guerre commerciale en 2018, parce que c’était sa marotte, mais cette offensive s’est accompagnée d’une révision de la stratégie vis-à-vis de la Chine,

Le Congrès a présenté plus de 300 textes anti chinois.

Une surprise : les USA étaient plus forts qu’on ne le croyait sur semi-conducteurs (ZTE, Huawei) et pouvoir d’injonction Tik Tok. Sur ces sujets, les démocrates encore plus stricts que Trump (pas de « deal »). Ils n’ont pas perdu la partie.

Biden aura à choisir sur ces dossiers + transferts technologiques + subventions publiques

Biden dispose donc de trois armes nouvelles

- climat
- droits de l’homme
- européens et démocrates.

*« Nous devons avoir le reste de nos amis avec nous pour dire à la Chine : “Ce sont les règles. Vous les respectez, ou vous allez payer le prix pour ne pas les respecter économiquement.” »*

Biden prévoit à cet effet de former une coalition des démocraties (Europe, Japon, Corée du Sud, Australie, voire Indonésie et Inde) pour encercler la Chine et la contraindre.

Le contexte est pourtant plutôt favorable à une telle alliance : la cote de popularité de la Chine s’est effondrée en Europe, l’Union européenne a pris conscience des risques stratégiques posés par Pékin tandis que les industriels allemands, en concurrence de plus en plus frontale avec leurs homologues chinois, sont moins prêts à toutes les compromissions.

Le risque de découplage existe bien sauf pour la finance. Et il reste une bataille sur les normes mondiales : les Européens, obsédés par la taxation des GAFAs (Google, Apple, Facebook et Amazon) et la protection des données, ont, sur ce point, des choix stratégiques à faire.

Pour les Européens, les tests seront : le retour du dossier agricole, l’automobile et surtout Airbus-Boeing.

## Europe, le risque de sombrer dans l'insignifiance

Il convient d'éviter l'écueil de dire que ce sera le retour à l'Amérique bienveillante et que rien ne changera.

USA, gendarme bienveillant ou pontifiant

Il y a un risque de « non-pertinence » (« irrelevance ») des Européens pour Washington. Rappelons que les relations avec Obama n'étaient pas très bonnes.

L'Allemagne va redevenir l'interlocuteur principal.

Biden aura une main plus ferme avec Erdogan et Poutine.

## Questions et réponses

### Chine et Russie

- Le discours avec les Russes sera plus dur. Donc ceci aura des effets sur le projet Nord Stream II.
- La Chine ne peut pas diminuer ses avoirs en dollars : pour acheter quelle autre monnaie ? Mais des règles de transparence plus strictes seront exigées par les cotations à Wall Street. La guerre douanière va continuer.
- Wall Street ne veut pas d'affrontement avec la Chine. Et les prédictions de Graham Allison sur l'inévitable conflit (le syndrome de Thucydide) ne sont pas partagées. Il faut éviter le conflit tout en gardant le leadership mondial. Mais comme le dit Kevin Rudd (qui dirige l'Asia Society à New York), un accident est possible : Hong Kong ou plutôt Taiwan.
- Bourse : pas de risque sur la dette ni l'immobilier (sauf le locatif de bureaux et les HLM). La FED a évité une crise financière et la situation était saine en 2019.

### Santé

30 millions d'Américains n'ont pas de couverture sociale (dont 10 millions d'illégaux). Biden proposera une option publique pour tous avec une cotisation de 8% du salaire. Les Américains ne veulent pas « d'une sécurité sociale » à la française. Même si certaines catégories ont une assurance publique (vétérans, militaires, fonctionnaires, pauvres de plus de 65 ans), ce qui représente la moitié du total. La part de la santé dans le PIB est de 18% car son coût est très élevé du fait de la cartellisation. (Exemple personnel : une simple opération du dos coûte 60 000\$ de frais d'hospitalisation et 45 000 d'honoraires du chirurgien). Et pour les classes moyennes, l'accès à une assurance santé dépend de l'emploi.

### Europe

- Combien Airbus devrait-il rembourser d'aide publique ? Les USA veulent tout mettre sur la table, y compris l'agriculture. Ils feront revivre l'OMC. Travail de réconciliation avec les alliés.
- Brexit : les Américains sont pragmatiques.

- Les Allemands vont se précipiter à Berlin pour faire revivre l'OTAN : retour au statu quo ante et hausse des dépenses de défense de l'UE. Berlin a un rôle important dans la stratégie de pression sur la Chine.
- France : il serait réaliste de sortir de la taxe GAFA, faute de soutien allemand (qui protège SAP). Et les taxes sur les produits de luxe préconisées par l'OCDE toucheraient d'abord LVMH, Mercedes et BMW.

### **Amérique du nord et Pacifique**

- Pacifique : Les USA vont revenir dans le jeu (TPP) et commencer un travail de reconstruction avec la Corée du sud et le Japon.
- L'accord NAFTA sera maintenu

### **2024**

- DT en 2024 : cette possibilité dépend de la volonté du Parti républicain de se recentrer.
- Kamala Harris : c'est Obama bis. C'est le symbole du rêve américain. Elle était Procureure de Californie (équivalent d'un ministre de la justice). Elle est proche de la Silicon Valley. Donc pas de démantèlement des GAFA en vue, même si elle est sensible au sujet de la protection des données.

Bien que fille d'un jamaïcain et d'une indienne, elle dit se sentir noire.

L'équipe Biden est très féminisée. La parité fonctionne aux États-Unis.

Il faut suivre l'évolution de sa popularité.

Aux USA, le vice-président a peu de pouvoirs (sauf avec Dick Cheney).

Biden travaillera à la réconciliation des Américains. C'est sans doute un « pape de transition ».



# La Chine, les États-Unis et l'Asie à la fin de l'année 2020

---



Michel FOUCHER  
Senior Advisor, Ancien Ambassadeur

## Rappel chronologique : le pouvoir du parti et l'ampleur du marché intérieur

**21 janvier** : 1er rapport de situation de l'Organisation mondiale de la santé sur le coronavirus, à la suite d'une information de cas de pneumonie de cause inconnue à Wuhan transmise au bureau chinois de l'OMS le 31 décembre 2019. 1er cas en Thaïlande, au Japon et en Corée du sud.

**13 février : Wuhan.** Remplacement de Jiang Chaoliang, chef du PCC dans la province de Hubei (Wuhan) proche de Wang Qishan (vice-président) par Yin Yong, proche de Xi et chef de la municipalité de Shanghai depuis 2017 et des cadres du parti à Wuhan : reprise en main par le centre et rejet de la faute sur les autorités locales, selon une tradition ancestrale. La prise en main par Xi et le clan du Zhejiang des hautes instances du parti s'accélère dans le contexte de la crise sanitaire.

**Janvier-avril** : quarantaine dans le Hubei, à Pékin, Shanghai, tests généralisés. Après deux à trois mois de retard, la gestion de la crise sanitaire par un régime autoritaire s'est avérée efficace, malgré les doutes persistants sur les statistiques officielles. Ceci explique la reprise économique dès juin 2020 (mesures de stimulus) confirmée en octobre (hausse de la consommation intérieure).

**14 octobre**, visite du Président Xi à Shenzhen, pour le 40ème anniversaire de la création de la zone économique spéciale, première ville chinoise à se reformer et à s'ouvrir au reste du monde.

Dans son discours de Shenzhen, Xi a tressé des lauriers à cet ancien village de pêcheurs devenu une mégapole technologique (elle accueille notamment les sièges mondiaux de groupes tels que Tencent, Huawei, ZTE...). Contrairement à sa voisine, Hong Kong, Shenzhen a continué à s'aligner sur les objectifs fixés par le parti... et amélioré le socialisme à la chinoise. Comme il se doit, le secrétaire général du PCC a appelé Shenzhen à jouer un rôle central dans la construction de la grande baie, cette nouvelle zone économique qui encadre le territoire rebelle de Hong Kong. À terme, Pékin veut aussi faire de Shenzhen la nouvelle place financière au sud du pays.

*Innovation, exploration, révolution technologique* et surtout *influence mondiale*, sont les mots à retenir du dernier discours de Xi Jinping. Son discours largement médiatisé en Chine - 17 minutes au journal télévisé du soir -

voulait confirmer le rôle unique de la ville dans l'histoire contemporaine nationale. Il visait aussi à projeter l'image d'un pays qui continue de s'ouvrir et se reformer à l'heure où la Chine doit affronter des tensions non seulement avec son principal rival, les États-Unis, mais aussi avec l'ensemble de ses pays frontaliers. Un récent sondage publié par le centre de recherche américain Pew montre que la Chine atteint des records d'impopularité dans les pays développés.

**26-29 octobre**, 5ème Plénum du Parti communiste chinois. Il réunit 300 membres du comité central. L'un des plus importants du quinquennat car il visait à faire approuver le 14e plan (2021-2025), ainsi qu'une nouvelle stratégie destinée à relancer la machine économique intérieure, "Vision 2035". Selon la Banque mondiale, la croissance chinoise devrait atteindre 2% en 2020 en grande partie grâce aux projets d'investissements financés par le gouvernement.

**30 octobre** : livraison du 500e A 320 neo par Airbus (assemblé à l'usine de Tianjin) à China Southern.

Le trafic aérien intérieur est revenu à son niveau de fin 2019 : 12 000 vols intérieurs par jour, 13 millions de passagers lors de la semaine de congés de début octobre. Les liaisons internationales sont très réduites, avec 296 vols internationaux hebdomadaires autorisés pour l'hiver 2020, soit 3% des vols de 2019.

Airbus a redressé ses comptes en 2020 grâce au marché chinois.

### **15 novembre: RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership)**

15 pays, premier accord entre Chine, Japon et Corée du sud

L'influence économique de la Chine renforcée en Asie orientale : libéralisation et unification des règles d'origine pour les biens échangés ce qui rend les chaînes d'approvisionnement plus flexibles et offre à la Chine une défense face à des sanctions US.

Accord symbolique mais superficiel : réduction des tarifs douaniers. Rien sur les flux de données, le commerce électronique et l'agriculture ni la résolution des disputes

Diminution de l'influence américaine (après le retrait du TPT, Trans-Pacific Partnership). Réponse possible des USA en rejoignant le CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP, ex-TPP). Absence de l'Inde, par crainte de la concurrence industrielle chinoise.

**RCEP** : Chine, Japon, Corée du Sud, Australie, Nouvelle Zélande + pays membre de l'Asean : Malaisie, Indonésie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Viêtnam, Laos, Birmanie, Cambodge.

27% du commerce mondiale, 29% du PIB mondial, 30% de la population mondiale en 2019.

**CPTPP** : Canada, Mexique, Pérou, Chili, Japon, Viêtnam, Singapour, Brunei, Malaisie, Australie, Nouvelle Zélande

15% du commerce mondiale, 12,9 % du PIB mondial, 6,6% de la population mondiale en 2019.

**10 novembre** : Sommet virtuel de l'APEC (coopération économique pour l'Asie Pacifique) (21 pays mais sans représentant américain) Le président chinois a de nouveau plaidé pour le libre-échange en insistant que le fait qu'il ne pouvait y avoir de développement sans ouverture.

## Interdépendance sino-américaine et concurrence des systèmes :

S'adapter aux tensions ; diminuer la dépendance technologique ; renforcer les liens avec Wall Street

### Intensité des échanges de biens et de services

2019 : total des échanges : 634,8 mds\$ dont 163 d'exportations US et 471,8 d'importations US.

Les ventes US font vivre 911 000 emplois (dont 309 000 dans les services)

Le déficit reste supérieur à 300 mds\$ (308,8) en 2019.

- Déficit en biens : 345
- Excédent en services : 36,4

La Chine est le 3<sup>ème</sup> marché des USA (6% de ses exports); les ventes ont été multipliées par 4,5 depuis l'entrée de la Chine dans l'OMC (2001) (équipements électriques, machines-outils, avions, instruments médicaux, véhicules, produits agricoles).

Investissements américains en Chine : 116,2 mds\$ (2019), soit + 6,3% / 2018 (industrie, commerce de gros, finance et assurance)

Investissements chinois aux États-Unis : 37,7 mds\$ (+12,3% / 2018)

40% de la dette US est détenue par investisseurs étrangers, la Chine étant devancée par le Japon.

Pays	Montant \$
Japon	1,3 trillion
Chine	1,1 trillion
UK	425 billion
Ireland	331 billion
Hong Kong	267 billion
Brésil	266 billion

### La circulation duale (shuang xunhuan) : nouveau mot d'ordre

Premier pays à avoir maîtrisé la pandémie et à avoir évité une deuxième vague (par des mesures strictes de quarantaine), il est également l'un des rares, avec le Japon, Taiwan, le Vietnam et la Corée du sud, à enregistrer une croissance économique positive. Elle est estimée à 2% par Yi Gang, le gouverneur de la banque centrale.

Mais cette réussite, qui suit l'échec de la gestion de la crise sanitaire jusqu'en février 2020, s'est accompagnée d'une dégradation de l'image extérieure de la Chine, au plus bas depuis dix ans (selon les résultats de l'institut américain Pew Research Center – sondage réalisé du 10 juin au 3 août 2020 auprès de 14 000 personnes dans quatorze pays - qui enregistre des opinions défavorables de 81 % en Australie (+24 points comparé à 2019), 74 % au Royaume-Uni (+19 points), 73 % aux États-Unis (+13 points) et même 86 % au Japon. La proportion est de 70 % en France, Pour ne rien



arranger, une proportion médiane de 78 % des personnes interrogées dans ces quatorze pays n'ont « *pas beaucoup* » ou « *pas du tout* » confiance en le numéro un chinois Xi Jinping.

Lors de sa visite à Shenzhen puis lors du 5<sup>ème</sup> Plénum du PCC, le président Xi a formulé la stratégie de la circulation duale. Il s'agit de réduire la place centrale de la demande étrangère, la « circulation internationale » dans sa croissance et de stimuler la demande domestique, la « circulation interne » pour mieux se protéger des chocs extérieurs.

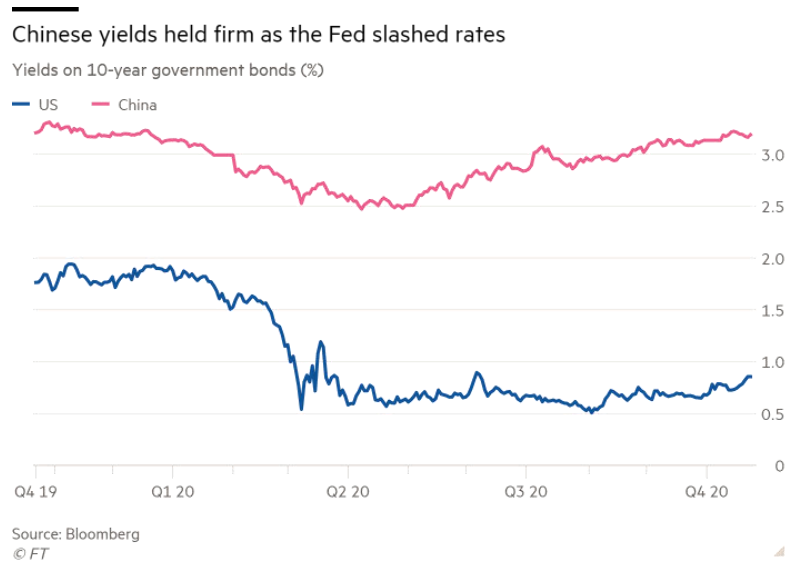
Il s'agit notamment de répondre au retard et à la forte dépendance de la Chine dans plusieurs domaines technologiques (micro-processeurs et semi-conducteurs, fonderies, logiciels de conception pour les stations de base 5G et les smartphones) qui sont contrôlés par les firmes des États-Unis et de Taiwan. Huawei n'a plus accès aux fonderies américaines pour développer les smartphones de la 5G.

La prise de conscience de la dépendance est donc mutuelle. Alors que le reste du monde prend peu à peu conscience de sa dépendance à la Chine, pierre angulaire de la chaîne d'approvisionnement globale, Pékin a pris conscience de sa dépendance vis-à-vis des États-Unis.

### **Mais Pékin veut renforcer les liens avec Wall Street**

Le 16 octobre, une téléconférence a réuni des banquiers de Wall Street et des officiels chinois membres d'une table-ronde établie en septembre 2018, afin d'attirer des capitaux étrangers en Chine. Selon Fitch Ratings, le montant des obligations d'Etat détenues par des investisseurs étrangers a augmenté de 20% en un an, soit 421 Mds\$. BlackRock, Citigroup et JP Morgan Chase ont obtenu l'autorisation d'étendre leurs activités en Chine. Le taux d'intérêt des obligations d'Etat chinoises à dix ans est de 3,18% contre 0,8% aux États-Unis. Citadel, Fidelity, Goldman Sachs, Morgan Stanley et Vanguard font partie de ce forum. Se sont exprimés également Kevin Rudd, l'ancien premier ministre australien, sinologue expérimenté, ainsi que Jeffrey Bader, ancien conseiller d'Obama sur les questions asiatiques. Pour ces acteurs, le marché chinois des obligations est trop énorme pour être ignoré (14 000 Mds\$), devant celui du Japon. Mais les investisseurs étrangers y sont sous-représentés, à hauteur de 9% contre une moyenne de 15 à 30% détenus par les investisseurs étrangers sur les autres marchés asiatiques (selon JP Morgan Asset Management)

La Chine veut se prévenir de possibles sanctions financières américaines, d'où l'ouverture actuelle visant à une meilleure intégration dans les marchés financiers globaux et un adossement accéléré à des acteurs extérieurs afin de réduire la pression américaine. Elle en attend également un encouragement à la réforme d'un secteur financier peu innovant et peu régulé, comme l'avait dénoncé publiquement Jack Ma, PDG d'Alibaba, en parlant de la « mentalité d'usurier » des banquiers chinois, avant de se faire rabrouer par l'arrêt de la cotation de la filiale d'Alipay (Ant). La Banque de Chine ne peut pas à elle seule faire du renminbi une nouvelle monnaie de réserve (3% seulement des réserves des banques centrales contre 62% pour le dollar US, 20% pour l'euro et 5,7% pour le yen).



## Le parti commande au profit : contrôle renforcé du Parti sur les entreprises, en contradiction avec le discours d'ouverture.

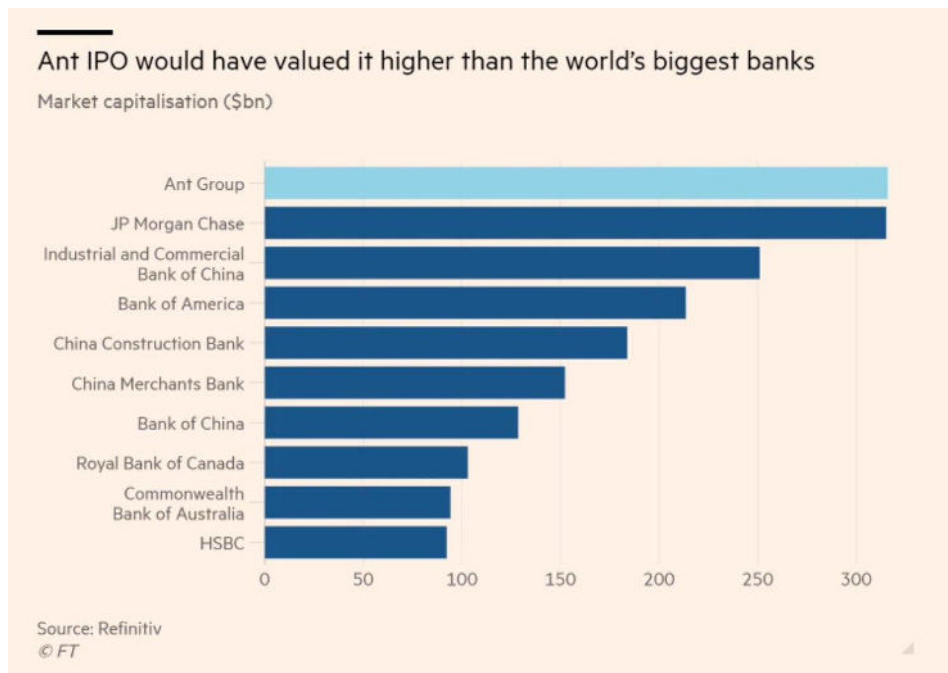
La Chine s'enferme dans le néo-maoïsme par le contrôle dominant de la société et de l'économie par le Parti, fermeture et autosuffisance. Mais elle tient des discours contradictoires, parlant tour à tour d'autonomie et d'isolement puis d'assouplissement et d'ouverture dans le secteur financier depuis un certain temps.

### Le cas d'Ant (Alipay)

Ant, maison-mère d'Alipay, géant du paiement en ligne, est devenue la plus grande « fin tech » du monde, soutenue par l'épargne de Chine continentale et de Hong Kong, en raison de taux d'intérêt plus avantageux que ceux servis par le système bancaire d'Etat, d'autant qu'elle est devenue une banque digitalisée avec 700 millions d'utilisateurs mensuels pour un volume annuel de transactions équivalant à 14 000 mds d'euros. L'entrée en bourse lui donnait la première capitalisation mondiale, réalisée à Shanghai et à Hong Kong, donc pas à New York, selon son président fondateur Jack Ma.

Ce faisant, il menaçait un marché financier chinois protégé alors que l'internationalisation impliquait la libéralisation du système financier intérieur. L'ouverture du capital a été brusquement bloquée par les régulateurs invoquant des soucis réglementaires, signe du risque politique et du manque de transparence des marchés chinois. Et avoué que la croissance restée fondée sur la dette et un système financier peu efficace.

La dérégulation emporte un risque d'effondrement du système, même les grosses banques (selon Michael Pettis, professeur de finance à l'université de Pékin). « *La stabilité du système financier étatique, qui est aussi la stabilité politique, ont été préférées à l'internationalisation. Le politique l'emporte.* » (François Godement, *Chine, le succès et l'ivresse*, 10 novembre 2020, Institut Montaigne).



## A suivre : la concurrence des systèmes, risque ou stimulant ?

### La Chine se présente en modèle alternatif au système américano-occidental

- Succès dans la gestion de la pandémie contre échec américain
- Libre-échange (RCEP comme opération de communication) contre protectionnisme
- Contrôle du parti contre régimes démocratiques menacés par les effets de la mondialisation
- Etat stratégique et vision de long-terme contre Etat fédéral réduit et présentisme

**Les États-Unis gardent l'avantage d'une liberté propice à l'innovation et au progrès scientifique et ont besoin de l'aiguillon de cette concurrence**

- Nouveaux vaccins, ouverture aux talents
- Capacité de régulation et de réformes internes face aux défis externes



# Échéances de l'année 2021

## États-Unis

- 5 janvier : Élections sénatoriales dans l'état américain de Géorgie
- 15 janvier : avant dernière phase de retrait des forces armées en Afghanistan (2000) et en Irak (500)
- 21 janvier : début du mandat de Joe Biden / Kamala Harris
- Mai : réunion (probable) d'un sommet des démocraties, D 10 (10 démocraties, soit G 7 plus Inde, Corée du sud et Australie), en contrepoids à la Chine

## Chine

- Mars : adoption du 14<sup>ème</sup> Plan quinquennal par l'Assemblée nationale populaire
- Préparation du 20<sup>ème</sup> Congrès du PCC (2022 ; vers un 3<sup>ème</sup> mandat de Xi Jinping)

## Europe

1<sup>er</sup> janvier 2021 : mise en œuvre du plan de relance New Generation EU : 750 Mds€, intégré au Cadre financier pluriannuel (CFP, 1824 Mds\$, adopté le 10 novembre 2020).

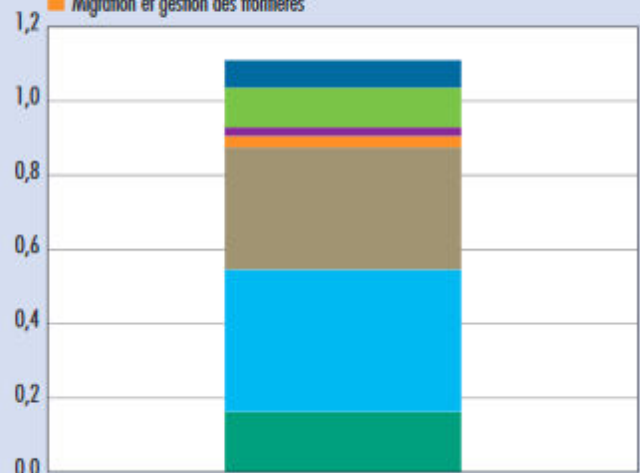
**1 100 milliards d'euros**  
les crédits d'engagement proposés sur sept ans  
(2021-2027)

**- 15%**  
la Commission européenne propose de réduire de 15% les dépenses liées à la politique agricole commune (PAC) et de 10% celles liées à la cohésion économique, sociale et territoriale

**Entre 1,1% et 1,3%**  
le poids du budget de l'Union européenne dans le revenu national brut des pays membres

**Proposition de répartition des crédits d'engagement de l'Union européenne pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027**  
(en % du revenu national brut)

■ Administration publique européenne  
■ Ressources naturelles et environnement  
■ Voisinage et monde  
■ Cohésion et valeurs  
■ Sécurité et défense  
■ Marché unique, innovation et numérique  
■ Migration et gestion des frontières



Note : Engagements en prix courants 2018.  
Source : Commission européenne.

Il se compose de trois piliers :

- Aide à la relance dans les Etats membres « facilité de relance et de résilience » de 560 Mds€ plus une aide aux régions les plus touchées (React-EU)
- Instrument de soutien à la solvabilité des entreprises, garanti par le budget européen, pour apporter du capital dans tous les secteurs de l'économie et une « facilité pour les investissements stratégiques de 15 mds€ pour préserver les infrastructures, les technologies critiques et les systèmes de santé (avec un effet de levier attendu de 700 Mds€ d'investissements et de soutiens financiers pour les entreprises)
- Renforcement des capacités sanitaires et de crise de l'Union, RescEU et aide à la recherche. Plus l'achat groupé de 300 millions de doses de vaccins.

## Présidence du Conseil de l'UE

- Portugal : janvier à juin 2021
- Slovaquie : juillet à décembre 2021
- France : janvier à juin 2022 (mai : élections présidentielles)

## Royaume-Uni

- 1er Janvier 2021 : début du Brexit
- Quelle épaisseur de la frontière ? 270 millions de déclarations de douane (contre 60 m en 2020), 22 millions de passagers, 10 000 camions par jour, 300 mds€ d'échanges
- Ayant perdu son passeport financier, Londres a accepté le 9/11/20 de reconnaître une partie de la régulation financière européenne (qui compte 39 équivalences réglementaires) : pas de dérégulation tous azimuts. M. Sunak, chancelier de l'Échiquier, a une vision de services financiers « *ouverts et innovants* », en particulier dans la finance verte et la *fintech* (les nouvelles technologies de la finance).
- Quel accord de libre-échange ?

**Principales destinations des exportations britanniques en %** : UE : 46%, EU : 15%, Moyen Orient et Afrique 7%, Chine : 6%.

**Premiers fournisseurs européens du RU (en milliard de livres)** : Allemagne : 65, Pays-Bas 42, France 30, Belgique 25, Italie : 20, Espagne : 17, Irlande : 14, Pologne : 11, Danemark : 7.

## Pays Bas

- 17 mars, élections législatives
- Enjeu : vers un 4<sup>ème</sup> mandat de Mark Rutte (son parti, le VVD, bénéficie de 45% d'opinions favorables)

## Allemagne : Septembre : élections fédérales (Bundestag)

Enjeux : avenir de la grande coalition et succession d'Angela Merkel (Markus Söder, CSU, Bavière + Norbert Röttgen, président de la commission des Affaires étrangères au Bundestag ; Armin Laschet, proche de Merkel, Rhénanie du nord- Westphalie et Jens Spahn, ministre de la santé ; Friedrich Merz, rival de Merkel et président du conseil de surveillance de Blackrock ; Olaf Scholz, vice-chancelier, SPD, très populaire

## Russie : 19 septembre : élections législatives et régionales

## Institutions internationales

- OCDE (siège à Paris) : mars, choix du successeur d'Angel Gurría (Anna Diamantopoulou ou Cecilia Malström)
- COP 26 : Présidence britannique

## Monde

Iran : 18 juin élections présidentielles (Mohammad Bagher Ghalibaf, ligne dure, ou Mohamad Djavad Zarif, négociateur ?) : quels effets sur l'accord nucléaire et la levée des sanctions ?



COMPAGNIE FINANCIERE  
JACQUES COEUR